

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

du 16 décembre 2015

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

La convocation du Conseil Municipal a été établie le 11 décembre 2015.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, M. ALLAIN, M. BARTHOD, M. BLUTEAU, M. GILLIARD, Mme GUIBRET, M. HEQUETTE, Mme JEANNERET, Mme PETITOT, M. THIBERT, M. TROUTIER, Mme TRUCHETET, M. VALZER, M. VERNEREY, M. VERNIER

Absents excusés : Mme HACQUARD-COLNOT (pouvoir à M. HEQUETTE)
Mme BONET, (pouvoir à Mme TRUCHETET)
Mme GAUTHIER (pouvoir à M. VALZER)
Mme GIGNET (pouvoir à Mme JEANNERET)
M. COUVAL (pouvoir à M. THIBERT)
Mme MORGADINHO

Absents : Mme ADAM-NORMAND
Mme MOUGNARD

M. BLUTEAU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Domaine des affaires générales

15-87 Création d'un poste d'agent de maîtrise et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1^{ière} classe

Domaine des finances

15-88 Budget communal - décision modificative n°5

15-89 Acquisition de la maison Amitié - demande d'agrément PALULOS (Prime à l'amélioration des logements à utilisation locative et à occupation sociale)

15-90 Acquisition de la maison Amitié : demande de subvention DETR

15- 91 Agenda d'accessibilité programmée : demande de DETR

15-92 Plan Pluriannuel d'investissement 2015/2020 – approbation

Domaine social

15-93 Recensement communal 2016

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-94 Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement 2013 et 2014

15-95 Vente de la maison Chevalier (délibération remise sur table)

15-96 Raccordement du Parc Eolien Vaite et Buissière – convention de servitudes

15-97 Cimetière : délivrance des concessions de caverne

Domaine des affaires générales

15-87 Création d'un poste d'agent de maîtrise et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Madame PEIGNEY Annette, actuellement adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet, remplit les conditions pour accéder au grade d'agent de maîtrise, suite à l'obtention de l'examen professionnel.

La commission administrative paritaire compétente ayant été consultée, il propose donc de supprimer le poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe et de créer un poste d'agent de maîtrise à temps complet avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve cette disposition

Domaines des finances

15-88 Budget communal - décision modificative n°5

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

Dématérialisation des actes : signature électronique des actes et des opérations comptables

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 18 Mairie – 2135 installation. générale, agencement	+ 2 100 €	
Opération 50 : Maison Chevalier – 2315 im-mo. en cours. inst. techn.		- 2 100 €

Achat, installation d'une badgeuse et formation :

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 18 Mairie – 21783 Matériel de bureau et informatique	+ 9 000 €	
Opération 50 : Maison Chevalier – 2315 im-mo. en cours. inst. techn.		- 9 000 €

Acquisition de 6 logements et 5 garages dans une copropriété située au 24, rue de Besançon (maison Amitié)

Article budgétaire		
	Dépenses	Recettes
DF 6815 : Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	- 150 000 €	
DF 023 : virement à la section d'investissement	+ 150 000 €	

Article budgétaire		
	Dépenses	Recettes
RI 021 : virement de la section de fonctionnement		+ 150 000 €
RI 1641 : Emprunt en euros		+ 150 000 €
DI 2132 : immeubles de rapport	- 300 000 €	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, adopte la présente délibération.

15-89 Acquisition de la maison Amitié - demande d'agrément PALULOS (Prime à l'amélioration des logements à utilisation locative et à occupation sociale)

Monsieur le Maire rappelle la décision du conseil municipal de se porter acquéreur de 6 logements et 5 garages dans une copropriété située 24, rue de Besançon.

Cette opération doit permettre à la commune d'alimenter sa politique de production de logements sociaux.

Le plan de financement prévoit le recours à un PALULOS, nécessitant une autorisation d'agrément délivrée par la CAGB (Communauté d'Agglomération du Grand Besançon).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, l'unanimité :

- approuve le recours au financement des travaux par emprunts ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document y afférent.

15 – 90 Acquisition de la maison Amitié : demande de subvention DETR

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du projet de réhabilitation des logements de la maison de l'Amitié.

Pour cela, il informe de la possibilité de mobiliser la D.E.T.R (Dotation d'équipement des territoires ruraux) concernant les travaux d'aménagement de logements communaux conventionnés et agréés.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

- Le coût du projet est estimé à : 250 000 € HT
- Le montant de la subvention possible s'élève à 30 %, soit 75 000 €
- Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

- fonds libres :	87 500 €
- DETR :	75 000 €
- subvention Conseil Départemental :	57 500 €
- subvention CAGB :	30 000 €

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- s'engage à faire réaliser et à financer les travaux d'aménagement des logements de la maison Amitié d'un montant de 250 000 € HT ;
- se prononce favorablement sur le plan de financement ci-dessus exposé ;
- sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux.

15- 91 Agenda d'accessibilité programmée : demande de DETR

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du projet de mise en accessibilité des bâtiments communaux. Cette obligation résulte de la Loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et

des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « Loi handicap » résulte.

L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) est obligatoire pour tous les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public (ERP) qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité au 31 décembre 2014. Il a été déposé en préfecture avant le 27 septembre 2015 et a pour objet de « phaser », sur 3 années de programmation (2016 à 2018), les travaux nécessaires à cette mise en accessibilité.

Monsieur le maire informe le conseil de municipalité de la possibilité de mobiliser la D.E.T.R (Dotation d'équipement des territoires ruraux) concernant ces travaux de mise en accessibilité.

10 dossiers ont été déposés en préfecture, dont les montants prévisionnels Hors Taxes sont compilés dans le tableau ci-dessous :

Bâtiments	Estimation financière	Fonds libres	DETR
MAIRIE	35 645 €	24 951 €	10 694 €
GYMNASE	24 350 €	17 045 €	7 305 €
AMITIE	10 010 €	7 007 €	3 003 €
GROUPE SCOLAIRE	29 380 €	20 566 €	8 814 €
ACCUEIL DE JOUR	3 930 €	2 751 €	1 179 €
EGLISE	3 340 €	2 338 €	1 002 €
PRESBYTERE	10 770 €	7 539 €	3 231 €
CENTRE VICTOR HUGO	11 210 €	7 847 €	3 363 €
SALLE MULTI-ACTIVITES	2 050 €	1 435 €	615 €
TENNIS COUVERT	15 650 €	10 955 €	4 695 €
Total	146 335 €	102434 €	43 901 €

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- s'engage à faire réaliser et à financer ces travaux d'accessibilité pour un montant de 146 335 € HT ;
- se prononce favorablement sur le plan de financement ci-dessus exposé ;
- sollicite l'aide financière de l'Etat au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux.

15-92 Plan Pluriannuel d'investissement 2015/2020 – approbation

Monsieur le maire expose aux membres du conseil municipal le projet de plan pluriannuel d'investissement.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal, approuve le plan pluriannuel d'investissement 2015/2020.

Domaine social

15-93 Recensement communal 2016

Monsieur le Maire rappelle la délibération 15-66 du 2 septembre 2015 relative au recensement communal qui aura lieu du 21 janvier au 20 février 2016, acceptant la réalisation de l'enquête « familles et logements » et la désignation de monsieur Loïc ALLAIN en tant que coordonnateur communal.

Afin de compléter ces dispositions, il fait part des propositions suivantes :

concernant la coordination communale :

- monsieur Loïc ALLAIN, désigné coordonnateur communal, sera aidé dans ses tâches par Monsieur DOMINIQUE Julien, mesdames Rolland, Euvarard et Mirlin, désignés par arrêté du Maire ;
- cette mission engendrant des heures supplémentaires, celles-ci seront rémunérées, au choix de l'agent, par la mise en place de l'IHTS (indemnité horaire pour travaux supplémentaires), ou par repos compensateur ;

concernant les agents recenseurs :

- 6 agents recenseurs seront désignés par voie d'arrêté du Maire ;
- leur rémunération se fera en fonction du nombre de questionnaires, soit 1.60 € par bulletin logement, 1.10 € par bulletin individuel, et 0.80 € par enquête pour les districts concernés.

- ces agents bénéficieront de deux demi-journées de formation rétribuées chacune 15 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- accepte de mettre en place, le cas échéant, le régime de l'IHTS pour mesdames Rolland, Euvrard et Mirlin ;
- accepte la rémunération décrite ci-dessus pour les agents recenseurs.

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-94 Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement 2013 et 2014

Monsieur le Maire rappelle :

- d'une part que le code général des collectivités territoriales impose, par son article L 2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau potable et d'assainissement. Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération ;
- d'autre part, que le délégataire doit communiquer à la collectivité un rapport d'activité sur l'exploitation des services dont il a délégation avant le 1^{er} juin de l'année qui suit l'exercice concerné. Conformément à ces dispositions, la société Véolia Eau a adressé le rapport relatif au service d'assainissement dans les délais réglementaires.

Ces rapports sont publics et permettent d'informer les usagers des services.

Après présentation de ces rapports, le conseil municipal à l'unanimité :

- adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement ;
- prend acte du rapport présenté par le délégataire Véolia Eau.

15-95 Vente de la maison Chevalier

Acquise le 25 mars 2002 par la Commune de THISE, la maison sise 12 rue de la Plaine, cadastrée section AE n° 362, 392, 395, 396, dénommée "Maison Chevallier", du nom de son dernier propriétaire, a été destinée à être aménagée, par les municipalités successives, en résidence pour personnes âgées, puis en "maison des associations".

A ce jour, aucun de ces projets n'a abouti en raison, notamment, du coût de réhabilitation de ce bâtiment.

Aujourd'hui, bien que condamné, ce bâtiment devient dangereux en raison d'importantes infiltrations d'eau qui ont gravement détérioré sa structure.

Par délibération du 4 juillet 2014, Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal avait acté la déconstruction de cette maison. Les services de la CAGB avaient été chargés d'une assistance à maîtrise d'ouvrage sur ce projet.

Au vu des coûts de déconstruction, il a finalement été jugé préférable de vendre la propriété en l'état. Trois acquéreurs potentiels ont remis une offre :

- M. et Mme MELEARD proposent 10 000 € pour la construction de 2 maisons sur ce terrain, après déconstruction de la maison ;
- La société ALTER IMMO propose 120 000 € pour la construction d'un immeuble comprenant 12 logements ;
- La société SEGUIN BATIMENT propose 2 options :
 - o 140 000 € pour la construction d'un immeuble comprenant 13 logements ;
 - o 150 000 € pour la construction d'un immeuble comprenant 15 logements.

Le maire informe qu'en vertu de l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales encadrant la capacité d'aliéner les biens du domaine privé des communes, France Domaine a estimé, en date du 18 novembre 2015, la valeur vénale de cette propriété à 64 000 € hors taxes et frais d'enregistrement.

Considérant qu'il ressort des débats que le conseil municipal souhaite privilégier un projet s'intégrant harmonieusement à l'existant d'une part, et d'autre part respectant d'ores et déjà les préconisations du futur projet de PLU en cours d'élaboration ;

Considérant qu'un des deux projets de la société Seguin repose sur la construction d'un bâtiment à toit classique à quatre pans, ayant une configuration R + 1+ combles aménagés ;

Après en avoir délibéré, à 11 voix pour et 9 contre, le conseil municipal :

- Décide de vendre la propriété à la société Seguin ;
- décide de confier au notaire de la commune la rédaction de l'acte de vente ;
- autorise monsieur le Maire à signer l'acte de vente et toutes pièces utiles à cet effet.

15-96 Raccordement du Parc Eolien Vaite et Buissière – convention de servitudes

Monsieur le maire fait part au conseil municipal du projet de raccordement du parc Eolien Vaite et Buissière. Il s'agit d'enfouir 2 canalisations sur une longueur totale de 420 mètres. Une parcelle appartenant à la commune de Thise se situe sur ce tracé, essentiellement situé sur la commune de Braillans.

Il convient donc de conclure une convention de servitude avec ERDF.

En vertu de celle-ci, ERDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis. L'entreprise s'engage à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/intervention(s). Pour sa part, la commune de Thise conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de ces ouvrages. Elle sera préalablement avertie des interventions, sauf en cas d'urgence.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à 19 voix pour et une contre, le conseil municipal approuve cette convention de servitude.

15-97 Cimetière : délivrance des concessions de caverne

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération 14-99 du 21 novembre 2014 décidant de surseoir à l'octroi de concessions de caverne par avance, en raison du problème de manque de caverne.

Ce risque étant aujourd'hui écarté, il propose de modifier le régime de délivrance des concessions en accordant de nouveau les concessions par avance.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal accepte ce régime.

♦ Délibération	n° 15-87	15-87 Création d'un poste d'agent de maîtrise et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe Unanimité
♦ Délibération	n° 15-88	Budget communal - décision modificative n°5 Unanimité
♦ Délibération	n° 15-89	Acquisition de la maison Amitié - demande d'agrément PALULOS (Prime à l'amélioration des logements à utilisation locative et à occupation sociale) Unanimité
♦ Délibération	n° 15-90	Acquisition de la maison Amitié : demande de subvention DETR Unanimité
♦ Délibération	n° 15-91	Agenda d'accessibilité programmée : demande de DETR unanimité
♦ Délibération	n° 15-92	Plan Pluriannuel d'investissement 2015/2020 – approbation Unanimité
♦ Délibération	N° 15-93	Recensement communal 2016

		Unanimité
♦ Délibération	N° 15-94	Rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement 2013 et 2014 Unanimité
♦ Délibération	N° 15-95	Vente de la maison Chevalier (délibération remise sur table) 11 voix pour, 9 contre
♦ Délibération	N° 15-96	Raccordement du Parc Eolien Vaite et Buissière – convention de servitudes 19 voix pour, 1 contre
♦ Délibération	N° 15-97	15-97 Cimetière : délivrance des concessions de caverne Unanimité